



PRÉFET DU LOIRET

Direction Départementale  
des Territoires du Loiret

**A R R Ê T É**  
**portant autorisation au titre de l'article L214-3 du Code de l'Environnement**  
**du déplacement d'un ouvrage et de prélèvements d'eaux souterraines**  
**sur la commune de Germigny des Prés**

*Le Préfet du Loiret*  
*Officier de la Légion d'Honneur*  
*Commandeur de l'Ordre National du Mérite*

- VU le Code de l'Environnement, notamment le Livre I et le Titre I du Livre II, partie législative et le titre 1<sup>er</sup> du livre II de la partie réglementaire,
- VU le Code de la Santé publique, notamment les articles R.1416-1 et suivants,
- VU le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 modifié relatif à l'exercice de la Police des eaux,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU le décret ministériel n° 2011-2016 du 29 décembre 2011 relatif aux projets soumis à autorisation et nécessitant une étude d'impact,
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2005 modifié fixant la répartition des compétences entre les Services dans le domaine de la Police et de la gestion des eaux,
- VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Seine-Normandie approuvé le 20 novembre 2009,
- VU la demande présentée le 18 janvier 2013 par M. Philippe HEMELSDAEL, au titre des articles L.214-3 et R.214-6 du Code de l'Environnement, en vue d'obtenir l'autorisation de créer et exploiter un forage de substitution sur le territoire de la commune de Germigny des Prés et les compléments d'information reçus les 12 juin 2013 et 6 septembre 2013,

VU le rapport rédigé par le service chargé de la Police de l'Eau en date du 2 juin 2014,

VU la notification au demandeur de la date de réunion du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques et des propositions du Service chargé de la Police de l'Eau,

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques 26 juin 2014,

VU la notification à l'intéressé du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

**CONSIDERANT** que l'ouvrage projeté est soumis aux prescriptions générales définies dans les arrêtés du 11 septembre 2003 modifiés susvisés,

**CONSIDERANT** l'avis rendu par la Commission locale de l'eau du SAGE Beauce concernant l'utilisation d'une ressource réservée NAEP,

**CONSIDERANT** l'avis de l'autorité environnementale sur la compatibilité avec le SAGE Beauce,

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du LOIRET,

## **ARRÊTÉ**

### **TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1 : Objet de l'autorisation**

**M. HEMELSDAEL Philippe, résidant 48 Chemin des Marois, 45110 GERMIGNY DES PRÉS, est autorisé,** sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à créer et exploiter le forage identifié comme suit et à y réaliser des prélèvements d'eaux souterraines.

Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

| <b>Rubrique</b> | <b>Intitulé</b>  | <b>Régime</b> |
|-----------------|--|---------------|
| <b>1.1.1.0.</b> | Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).   | Déclaration   |
| <b>1.3.1.0.</b> | A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9 du code de l'environnement, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, ont prévu l'abaissement des seuils :<br>1- Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h ; (A)<br>2- Dans les autres cas. (D) | Autorisation  |



03992X0281 JF

## **Article 2 : Caractéristiques de l'ouvrage**

L'installation, ouvrage, travaux, activités a les caractéristiques suivantes :

Commune : **Germigny des Prés**

Lieu-dit : « Les Ordereaux », Section : ZB ; Parcelle n° 85

Coordonnées Lambert II Etendu : X= 595,780 ; Y= 2 316,230 ; Z= +109 m

Profondeur : 70 m

Débit horaire de prélèvement maximal: 50 m<sup>3</sup>/h

Volume annuel maximal prélevable : **23 800 m<sup>3</sup>**

## **TITRE II : PRESCRIPTIONS**

### **Article 3 Prescriptions générales et spécifiques relatives aux rubriques visées**

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales fixées par les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 modifiés fixant les prescriptions générales applicables aux forages soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0, 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement, joints en annexe à la présente autorisation.

En complément, s'agissant d'un projet de substitution, le forage précédemment exploité sur le territoire de la commune de Germigny des Prés, au lieu-dit « Les Ordereaux » ; X=595,775, Y=2 316 225, Z= 110 m; N° BSS : 03992X0281 ; N° Loi sur l'eau : BA.1076 profondeur : 80 m), sera rebouché dans le respect des règles de l'art dans un délai de six mois suivant la mise en exploitation du nouvel ouvrage. La Direction Départementale du Loiret, Service Eau, Environnement et Forêt, doit être informée de la date de mise en exploitation et du comblement de l'ouvrage ancien. Un rapport de fin de travaux est transmis dans les trois mois qui suivent les travaux.

## **TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 4 Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation**, à la connaissance du Préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'Environnement.

### **Article 5 Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel **pour une durée de vingt ans**, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de Police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au Code de l'Environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

#### **Article 6    Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au Préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Article 7    Accès aux installations**

Les agents chargés de la Police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le Code de l'Environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **Article 8    Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 9    Autres réglementations**

La présente autorisation est délivrée sans préjudice des autorisations rendues nécessaires par d'autres réglementations.

#### **Article 10    Sanctions**

Sera puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>e</sup> classe :

- 1- Le bénéficiaire s'il réalise un ouvrage, une installation, des travaux ou une activité objet de la présente autorisation, sans satisfaire aux prescriptions définies fixées par le Préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires.
- 2- Le bénéficiaire de la présente autorisation s'il apporte une modification à l'ouvrage, à l'installation, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, sans l'avoir préalablement portée à la connaissance du Préfet si cette modification est de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.
- 3- Quiconque se trouve substitué au bénéficiaire de la présente autorisation sans en faire la déclaration au Préfet.
- 4- L'exploitant ou, à défaut, le propriétaire qui n'aura pas déclaré la cessation définitive ou, pour une période supérieure à 2 ans, soit de l'exploitation d'un ouvrage ou d'une installation, soit de son affectation telle qu'indiquée dans la demande d'autorisation ou l'autorisation.

**Article 11 Publication et information des tiers**

- 1) L'arrêté d'autorisation est publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et mis à la disposition du public sur le site Internet de la Préfecture pour une durée minimale d'un an.  
Une copie en est déposée dans la mairie de **Germigny des Prés** et peut y être consultée.
- 2) Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité est soumis, est affiché, pendant une durée minimum d'un mois, dans la mairie de **Germigny des Prés**; un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire.
- 3) Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département du Loiret.

**Article 12 Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du LOIRET, le maire de la commune de Germigny des Prés, la directrice départementale des Territoires du LOIRET, le commandant du groupement de la Gendarmerie du Loiret, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du LOIRET, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Fait à Orléans, le 25 JUIL. 2014

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale Adjointe,



Hélène CAPLAT-LANCRY

## *RECOURS ADMINISTRATIF*

*Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, le pétitionnaire peut présenter :*

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret, Service de la Coordination Interministérielle, Mission Affaires Générales, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,*
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement - Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature - Direction de l'Eau et de la Biodiversité, Tour Pascal A et B, 92055 LA DEFENSE CEDEX.*

*Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative.*

*L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.*

## *RECOURS CONTENTIEUX*


*Conformément à l'article L214-10 du Code de l'Environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS dans les conditions prévues à l'article L. 514-6, à savoir :*

*1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;*

*2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.*

*Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.*

### **DIFFUSION :**

- Original : dossier
- Intéressé : M. HEMELSDAEL Philippe
- M. le Préfet du Loiret
- M. le Maire de Germigny des prés
- M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement  
5 avenue de Buffon - B.P.6407 - 45064 ORLEANS Cedex 2
- M. le Directeur Départemental de la Protection des Populations
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne  
Avenue Buffon 45000 ORLEANS LA SOURCE
-  - M. le Directeur du B.R.G.M.  
Service Géologique Régional Centre  
3 avenue Claude Guillemin - 45060 ORLEANS CEDEX